

quemment d'une mauvaise compréhension de la bureaucratie stalinienne, des contraintes qu'elle impose pour notre travail de masse et dans les rapports entre l'intervention de la Ligue et l'intervention syndicale.

## 2) Une situation difficile pour la fraction PCF dans la CGT

a) Depuis Mai 68 une crise larvée (2) se manifeste dans la CGT. Le contexte général est connu, c'est celui de la crise du stalinisme, du renouveau de la combativité ouvrière, de la montée révolutionnaire à l'échelle internationale. La période de reflux de l'après-guerre terminée, l'apparition de nouvelles générations ouvrières au niveau culturel élevé, le renforcement numérique de la classe ouvrière ébranlent les assises de la bureaucratie. En France en particulier, Mai 68 a secoué pour la 1<sup>e</sup> fois à une échelle de masse, la domination stalinienne sur le mouvement ouvrier. *Mais les débordements de Mai n'étaient pas conjoncturels* : toutes les grandes grèves qui ont eu lieu depuis ont systématiquement dépassé le cadre que les bonzes syndicaux voulaient leur assigner : SNCF, RATP, Renault, Bati- gnolles... (y compris lors des affrontements violents récents). L'appareil de la CGT même s'il semble résister sans trop de mal à cette situation nouvelle est en posture délicate.

b) Dans ce contexte, la ligne du PCF ne va pas non plus sans provoquer des tiraillements. L'orientation actuelle : freiner les luttes dans la perspective des élections pour ne pas effrayer les couches anti-monopolistes (d'où le texte CGT « Pour une action syndicale responsable et efficace ») n'a rien de nouveau. Mais ses conditions d'application sont aujourd'hui beaucoup plus difficiles (3), face à une classe ouvrière dont la combativité, malgré ses hauts et ses bas, est globalement en progression, et surtout en présence d'une avant-garde ouvrière dont le niveau de conscience s'élève au travers des luttes.

Or le passage des grèves des derniers mois a un effet double : d'une part il renforce chez les secteurs les plus arriérés de la classe ouvrière la morosité et le découragement au risque de renforcer des courants réactionnaires, au risque d'une perte d'influence cégétiste (voire dans quelques cas, les déplacements de voix en faveur des syndicats FO ou jaunes lors d'élections professionnelles et les passages, très limités, à des syndicats autonomes). D'autre part il développe dans l'avant-garde ouvrière un courant critique à l'égard de la tactique des luttes suivie, courant critique qui se manifeste en particulier dans les congrès syndicaux, où l'unanimité n'est plus la règle et lors de l'affaire Overney par le rejet ou pour le moins le scepticisme de nombreux militants ouvriers à l'égard de la théorie du « complot », comme en témoigne l'écho rencontré par de nombreuses motions de protestation dans les sections syndicales, par le refus à Billancourt de signer le Manifeste des 50 contre les provocations. De sorte que si la direction CGT a atteint son premier objectif, éviter le déclenchement d'une grève en particulier à Renault, à partir de l'affaire Overney (ce qui n'était pas du tout invraisemblable), elle a moins bien atteint le deuxième but : isoler complètement les « provocateurs gauchistes » et ressouder autour d'elle la grande masse ouvrière (à Renault, les 2 meetings cadres n'ont réuni que 200 personnes, et le meeting place Nationale 400 ; alors que le PCF annonce entre 1500 et 2000 militants, et la CGT 6000).

La sanction organisationnelle de ces difficultés commence à se faire sentir dans le syndicat. Les phénomènes de désyndicalisation ont pris de l'ampleur ces derniers temps, et la direction CGT le sait.

À Renault, plus de 1000 syndiqués n'ont pas repris leur carte entre 1970 et 1971 (sur un total de 6500), et de l'aveu de la direction du syndicat, la diffusion de la « Vie Ouvrière » a baissé de moitié en dépit du chan-

gement de formule et des efforts de diffusion. Aux élections professionnelles avant Mai 68, la CGT recueillait à Renault environ 80 % des voix, aujourd'hui elle en recueille environ 70 %.

Pour la métallurgie des Hauts de Seine, la diffusion de la VO fait apparaître une baisse de 2600 numéros entre Mars 70 et septembre 71, et le nombre de cartes et de cotisations a baissé. Enfin dans un rapport de l'Union Départementale CGT de Paris, on constate : « à la fin octobre 71, une baisse de 31.457 cotisations par rapport à octobre 1970 et de 45.737 timbres par rapport à 1968, et 30.619 timbres par rapport à 1969... Certaines fédérations comme celle des Employés progressent généralement avec des pertes dans le cas des Assurances (4). Baisse ou stagnation semblent être la caractéristique des grosses fédérations (EDF, Cheminots, PTT, Livre, Services Publics, Métallurgie) : remarque d'autant plus intéressante qu'il s'agit là des secteurs où des grèves importantes ont été brisées, ou bien où la lutte n'a pas été menée au profit de signature de contrats. Le cas le plus extrême étant celui de Roussel-Uclaf (Romainville — 3500 ouvriers) où les effectifs CGT du collège ouvrier sont passés de 360 en 1968 à 42 en 1972, conséquence des 1000 licenciements intervenus sans riposte de la CGT.

Indépendamment des chiffres officiels, de nombreux camarades y compris en province où le phénomène est peut-être moins net, ont fait état des cartes déchirées, non reprises après la grève Renault, après la grève RATP et ce dans des secteurs très divers.

Quant au fonctionnement interne du syndicat, il est mauvais. Les sections ne se réunissent pas pendant des mois, elles sont de plus en plus désertées par les syndiqués, et « tournent » grâce à quelques individus. La participation des syndiqués se fait de plus en plus rare, l'absence de discussions, les décisions bureaucratiques, les formes de lutte utilisées découragent de nombreux travailleurs.

À cette situation, la direction ne peut rester indifférente d'autant plus qu'elle sait que ces départs du syndicat ne sont pas la conséquence d'un reflux général, d'une démoralisation ouvrière, même si c'est parfois le cas, mais proviennent de militants combattifs. Elle ne peut laisser partir sans réagir une série de militants critiques ou découragés ; les perspectives électorales supposent un front social relativement calme, mais pour aller aux élections, le PCF et la CGT ont besoin d'arrière solides et ils ne peuvent laisser s'effriter leur audience et leurs troupes : ils doivent consolider leurs assises, ce d'autant que sur le plan syndical, la CFDT bénéficie dans certains cas des pertes CGT, et que sur le plan politique, le PS mène dans les entreprises une offensive qui n'est pas totalement sans résultats.

## 3) La réaction de la direction confédérale CGT

### *La campagne sur la démocratie syndicale*

Au 27<sup>e</sup> Congrès de la Métallurgie, G.Seguy fait une intervention qui allait faire date.

« N'a-t-on pas tendance à croire qu'il nous revient la mission de penser à la place des travailleurs, de décider, de trancher pour eux de tout ce qui les intéresse ? Sous prétexte que la majorité d'entre eux nous fait confiance, vote pour nous aux élections. Et si cela est, n'avons-nous pas une certaine propension à imposer nos conceptions plutôt que de chercher à convaincre ?

Avons-nous toujours la préoccupation tenace de faire tout ce qu'il y a lieu de faire pour permettre aux syndiqués de donner leur avis — y compris les critiques sur tous les aspects de la vie syndicale et pour donner aux travailleurs la possibilité d'exprimer leurs sentiments, leurs propositions, leurs suggestions... sur ce que leur inspire l'activité de la CGT ? ».